

Présentation à l'intention des membres de la Commission sur les finances et l'administration

Budget 2020

Service des affaires juridiques

28 novembre 2019

Plan de la présentation

- Liste des acronymes
- Mission
- Organigrammes 2019 et 2020
- Faits saillants 2019
- Objectifs et réalisations 2019
- Indicateurs REMC
- Indicateurs du service :
 - Évolution des réclamations depuis 1994
 - Évolution des délais traitement en matière criminelle du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2018
 - Évolution des délais de traitement en matière pénale du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2018
 - Évolution des délais de traitement en matière pénale (circulation et stationnement) du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018
- Bilan en matière de santé et sécurité au travail
- Évolution budgétaire 2019
- Objectifs 2020
- Budget 2020
 - Revenus et dépenses par objets
 - Dépenses par catégories d'emplois
 - Variations de l'effectif par catégories d'emplois
 - Revenus et dépenses par objets – explications d'écarts
- Principaux écarts 2020 vs 2019
- Période de questions

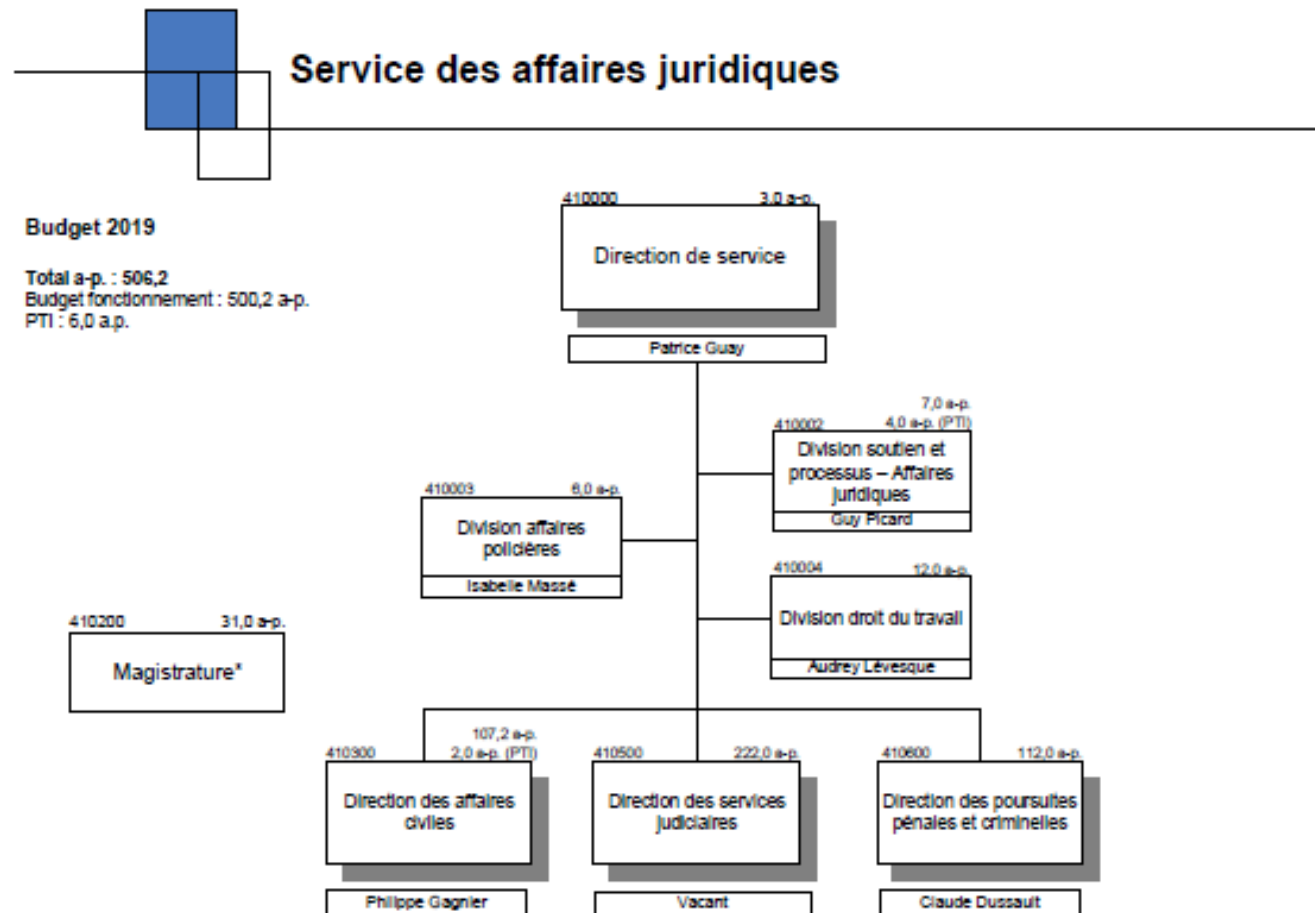
Liste des acronymes

- DAC : Direction des affaires civiles
- DPPC : Direction des poursuites pénales et criminelles
- DSJ : Direction des services judiciaires

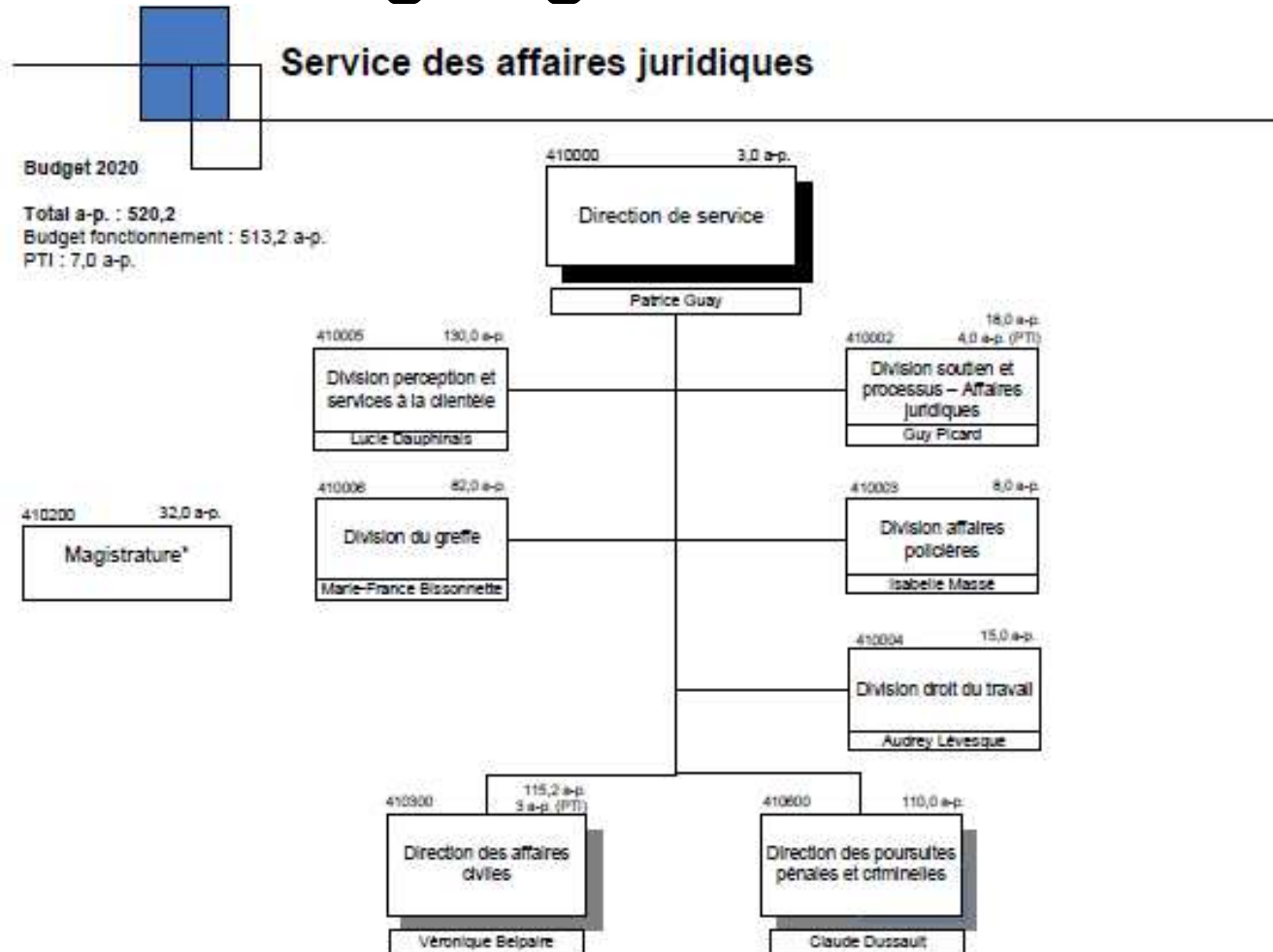
Mission

- Offrir des services-conseils en matière juridique ainsi que des services de négociation et de rédaction de contrats pour le compte des autorités administratives et politiques de la métropole du Québec (services centraux et arrondissements);
- Rédiger des règlements municipaux;
- Représenter la Ville devant les tribunaux de droit commun et les tribunaux administratifs;
- Offrir les services d'un Bureau des réclamations, accessible et efficace, auprès duquel les citoyens peuvent déposer leurs demandes d'indemnisation pour des dommages subis en raison d'une faute commise par la Ville ou l'un de ses employés;
- Assurer, à la population de l'agglomération de Montréal, les services d'une cour municipale accessible, moderne et efficace ayant pour objectif d'offrir, pour l'ensemble des justiciables de l'île de Montréal, une justice de proximité;
- Assurer la représentation de la poursuite de la Ville de Montréal, des 15 autres municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM), de Sa Majesté la Reine dans les dossiers traités par la cour municipale en matière pénale et criminelle relevant de sa compétence et du Bureau du taxi de Montréal (BTM).

Organigramme 2019



Organigramme 2020



Faits saillants 2019

Direction des affaires civiles (DAC) :

- Nomination d'une nouvelle directrice;
- Continuation des procédures de recouvrement dans le cadre de l'application de la *Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics* (PL-26);
- Innombrables interventions dans une multitude de situations;
- Rédaction de nombreux avis et actes à portée juridique;
- Représentations devant une multitude d'instances judiciaires, y compris la Cour suprême du Canada.

Faits saillants 2019 (suite)

Cour municipale (division Soutien et processus, division Perception et des services à la clientèle et division du Greffe de la cour municipale de Montréal) :

- Finalisation de l'architecture d'affaires et de la révision des processus visant à rendre entièrement numérique le traitement des dossiers de la plus grande cour de première instance au Canada en termes de volume de dossiers traités;
- Complétion de l'appel d'offres;
- Révision des processus liés au traitement des dossiers par défaut.

Faits saillants 2019 (suite)

Direction des poursuites pénales et criminelles (DPPC) :

- Profonde révision des règles liées aux assignations des procureur.e.s;
- Revue des formations et des profils escomptés des procureur.e.s;
- Modernisation continuée des opérations;
- Représentations devant une multitude d'instances judiciaires, y compris la Cour d'appel du Québec.

Objectifs et réalisations 2019

Objectifs 2019

SAJ : Consolidation des outils de gestion corporatifs; Optimisation des contrôles et suivis des mandats juridiques externes; Révision de l'offre de services de la division des Affaires policières; Consolidation des activités de la division du Droit du travail, notamment en accompagnement de la division des Affaires internes du Service de police de la Ville de Montréal.

DAC : Intégration d'un nouveau directeur ou d'une nouvelle directrice; Continuation des recours entrepris en application de la *Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics* (PL-26); Consolidation des équipes des divisions du Droit contractuel et de Litige contractuel; Continuation des travaux de modernisation des modes et outils de classification et de gestion documentaire; Consolidation des tableaux de bord corporatifs.

Réalisations 2019

L'ensemble du personnel de la direction du Service des affaires juridiques a continué l'exercice de consolidation et de modernisation des activités.

L'équipe de la DAC, de la division du Droit du travail et de la division des Affaires policières ont fourni un nombre incalculable d'avis juridiques et représenté la Ville de Montréal devant l'ensemble des juridictions civiles du Québec, y compris la Cour suprême du Canada, ainsi que devant de nombreuses instances administratives.

Objectifs et réalisations 2019 (suite)

Objectifs 2019

DSJ | DPPC | Division soutien et processus : Gestion du contrat d'optimisation opérationnelle pour la modernisation des activités judiciaires de la cour municipale; Continuation des travaux relatifs à l'implantation de la cour numérique (appel d'offres et octroi d'un contrat d'implantation; déploiement continué des outils technologiques en salle et dans les aires communes); Développement continué d'outils de suivi et contrôle des délais (Jordan).

DPPC : Consolidation de la nouvelle direction; Gestion continuée des impacts opérationnels de la décision *R. c. Jordan*; Révision ciblée des processus d'autorisations en matières pénales; Révision continuée des tâches et processus.

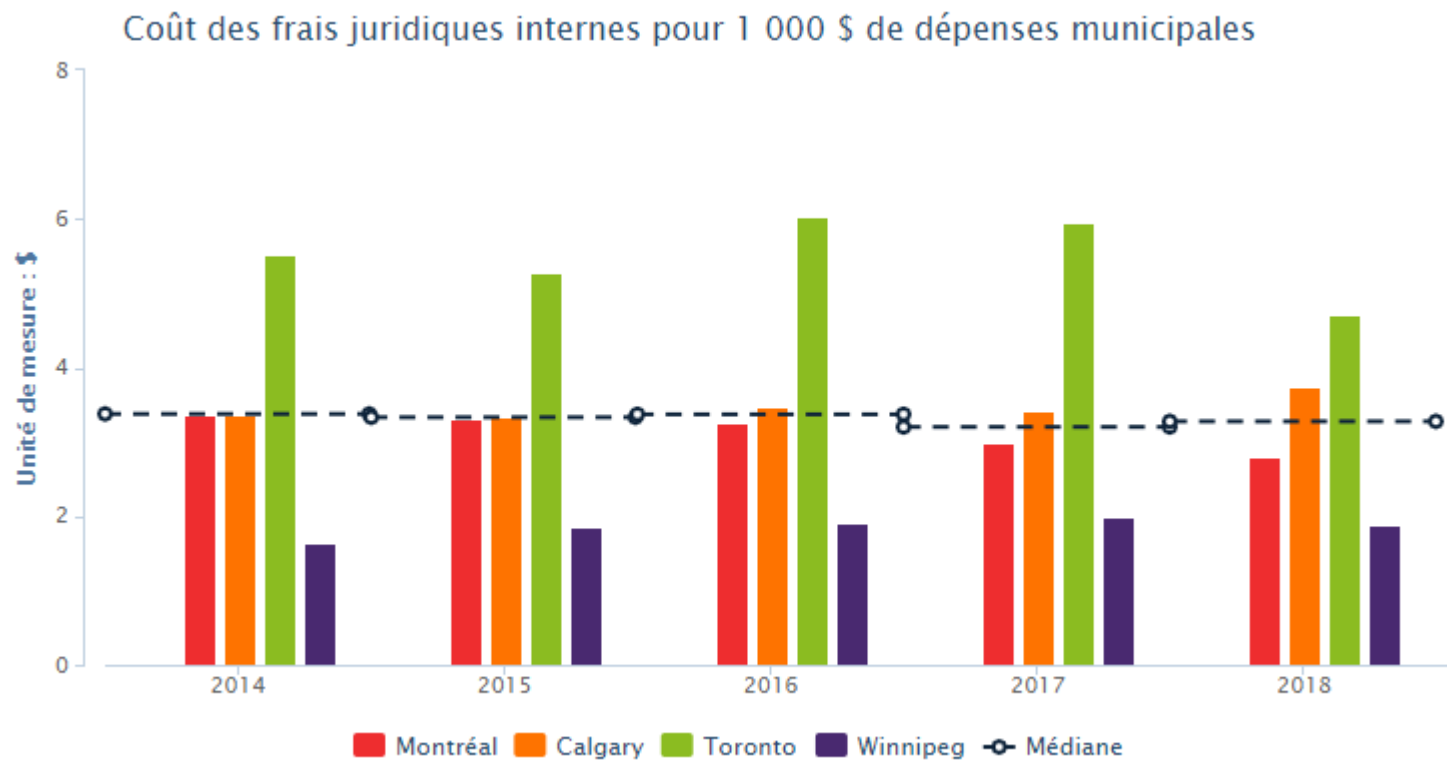
DSJ: Finalisation de la revue de la structure de la direction et des opportunités d'optimisation; Gestion continuée des impacts opérationnels de la décision *R. c. Jordan*; Optimisation continuée des procédures de recouvrement.

Réalisations 2019

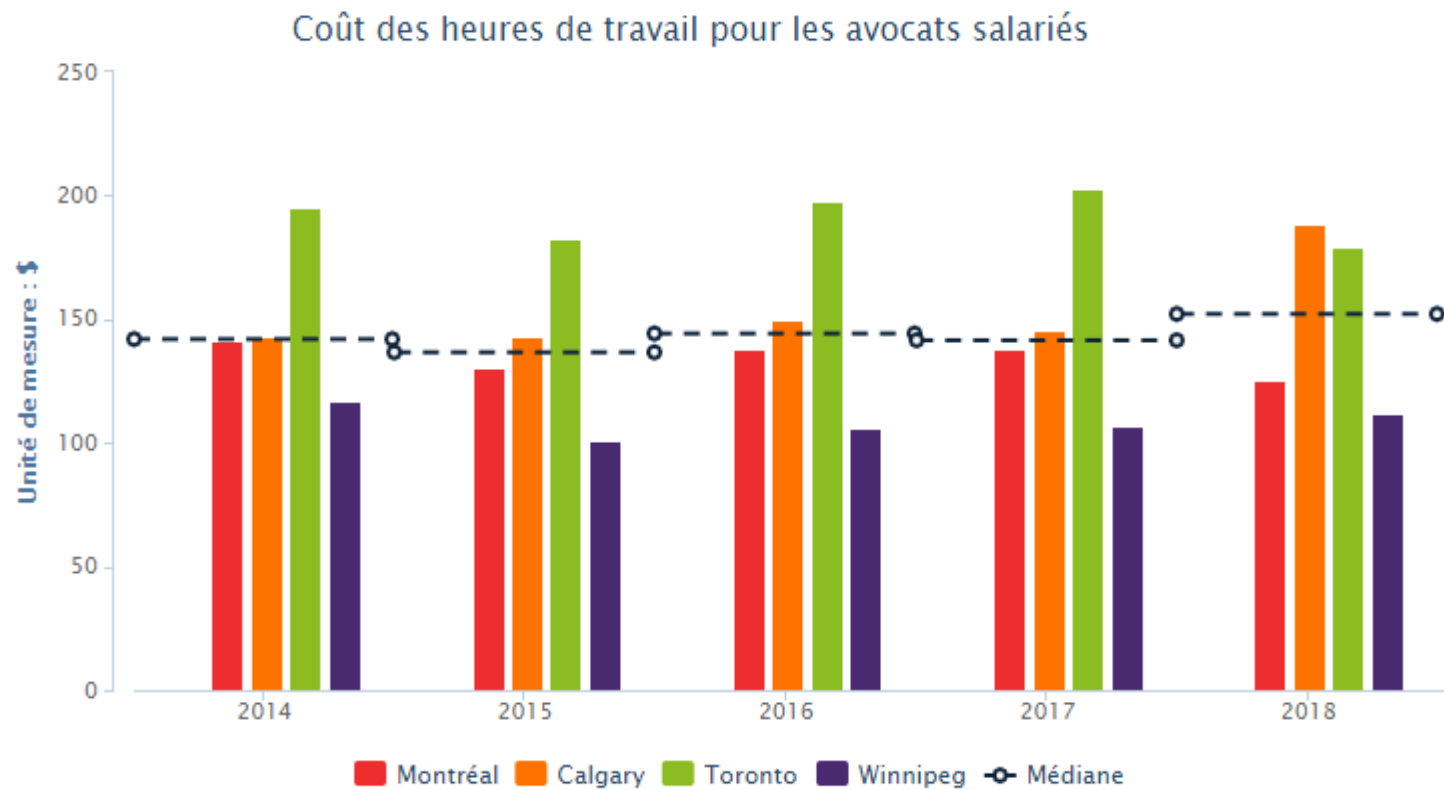
L'équipe de la cour municipale (divisions du Greffe, de la Perception et services à la clientèle et du Soutien et processus) a complété un exercice en profondeur de révision de ses opérations en prévision de la préparation d'un appel d'offres visant à rendre entièrement numérique le traitement des dossiers de la plus grande cour de première instance (en volume) au Canada;

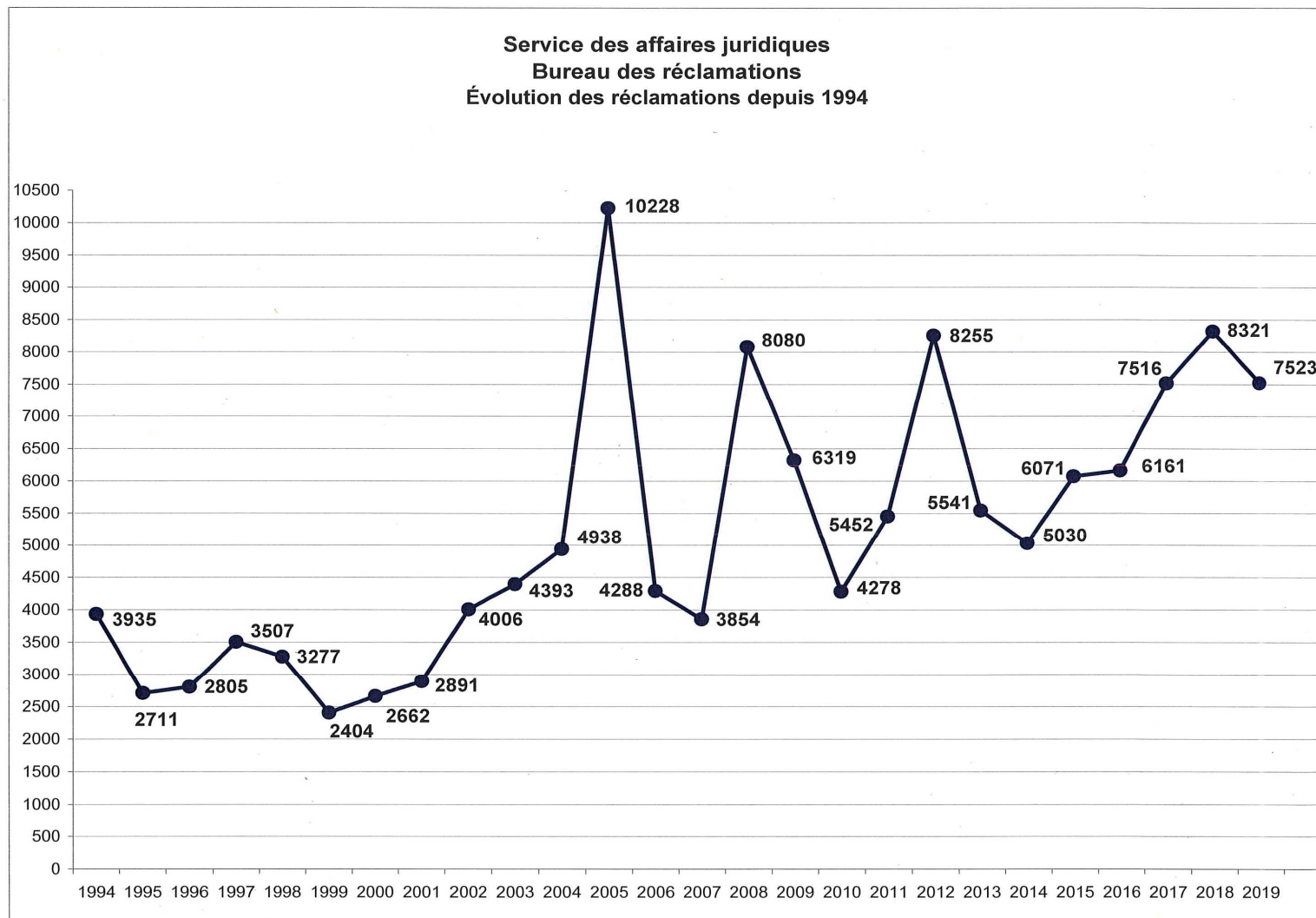
L'équipe de la DPPC a continué ses démarches de modernisation tout en assurant une représentation efficace, humaine et équitable devant la cour municipale de Montréal et les instances d'appel (Cour supérieure et Cour d'appel).

Indicateurs REMC

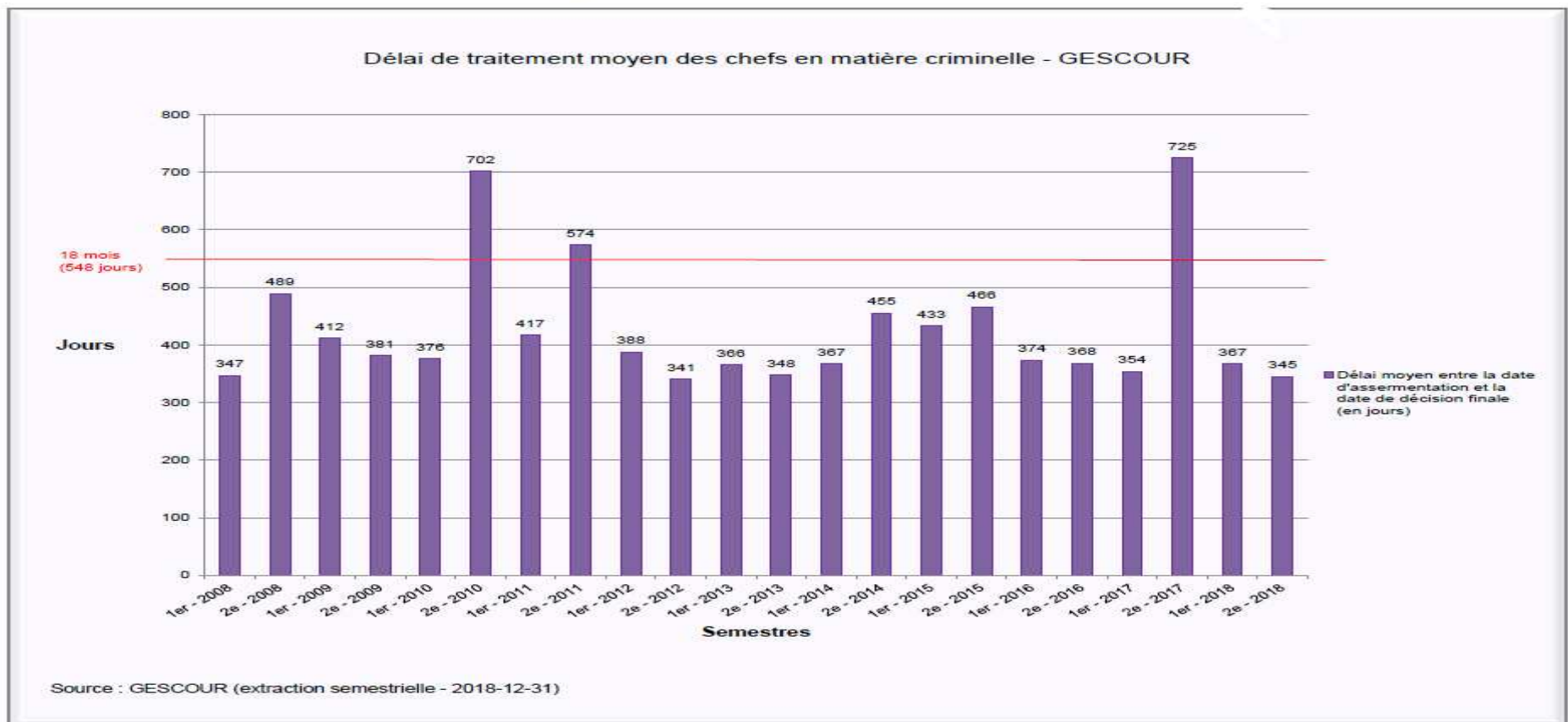


Indicateurs REMC

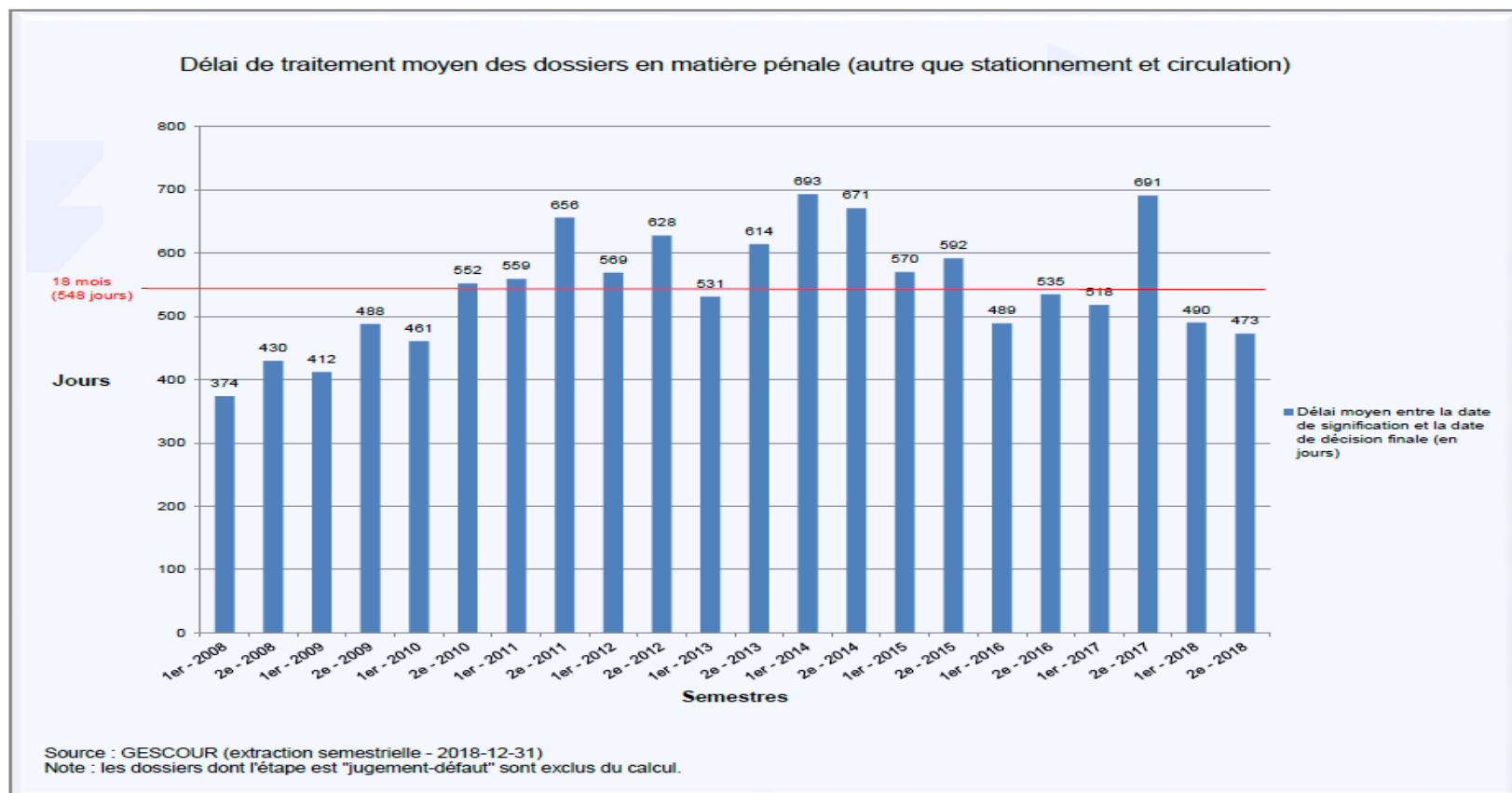




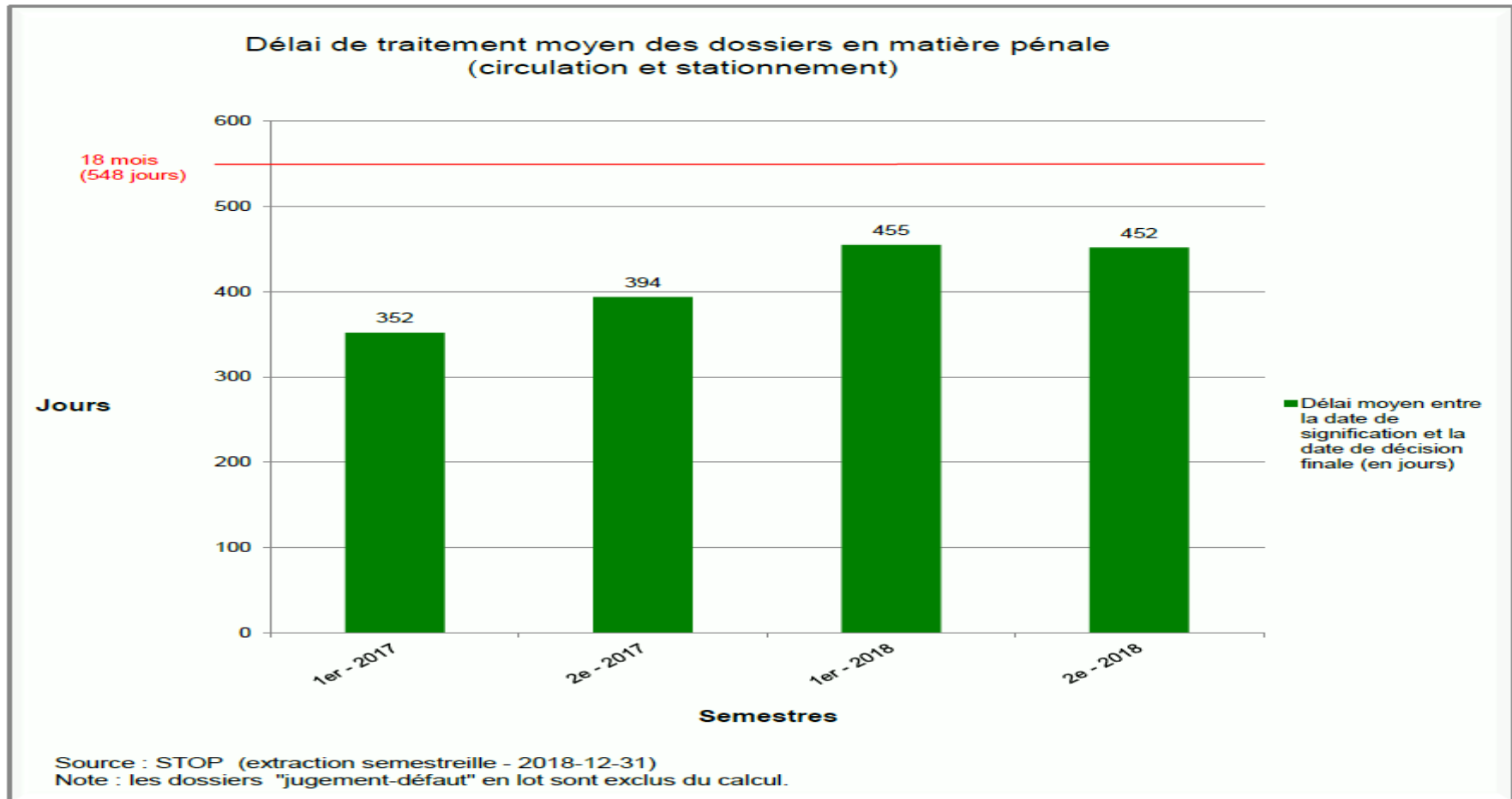
Portrait - Délai de traitement en matière criminelle 1 janvier 2008 au 31 décembre 2018



Portrait - Délai de traitement en matière pénale (autre que stationnement et circulation) 1 janvier 2008 au 31 décembre 2018



Portrait - Délai de traitement en matière pénale (circulation et stationnement) du 1 janvier 2017 au 31 décembre 2018



Bilan en matière de santé et sécurité au travail

■ Bilan

- 3 accidents de travail avec perte de temps;
- 1 assignation temporaire.

■ Activités de prévention

- Tenue de comités locaux SST;
- Inspections des lieux de travail effectuées;
- Plusieurs évaluations ergonomiques de postes de travail préventives et/ou correctives;
- Formations offertes en cours d'année :
 - ✓ « Manutention manuelle sécuritaire en salles de cour »;
 - ✓ « Clientèles difficiles ou agressives : intervenir de façon sécuritaire » (volets 1, 2 et 3);
 - ✓ « Secourisme en milieu de travail ».

Évolution budgétaire 2019 - Revenus

(en milliers de dollars)	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2019	102 899,9	99 864,8	202 764,7
Subvention pour les programmes sociaux	-	25,0	25,0
Budget modifié 2019	102 899,9	99 889,8	202 789,7
Prévisions 2019	87 362,3	81 829,9	169 192,2
Surplus (déficit)	(15 537,6)	(18 059,9)	(33 597,5)
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Revenus rattachés aux amendes et frais - Circulation et stationnement :			
Revenus relevant des constats de la police	(2 394,5)	(5 622,7)	(8 017,2)
Revenus relevant des constats des agents de stationnement	(14 487,9)	(8 920,5)	(23 408,5)
	(16 882,5)	(14 543,2)	(31 425,7)
Déficit dans les revenus de compétence d'agglomération des constats de règlements municipaux, de lois provinciales et du Code criminel légèrement compensé par un surplus dans ceux de compétence municipale			
	1 344,9	(3 237,1)	(1 892,2)
Nombre de dossiers moindre que celui prévu à la Subvention de 2 M\$ du Ministère pour la gestion de dossiers en matière de violence conjugale par la cour municipale			
		(279,6)	(279,6)
	(15 537,6)	(18 059,9)	(33 597,5)

Évolution budgétaire 2019 - Dépenses

(en milliers de dollars)	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2019	15 948,2	49 742,3	65 690,5
Subvention pour les programmes sociaux	-	25,0	25,0
Budget modifié 2019	15 948,2	49 767,3	65 715,5
Prévisions 2019	15 605,1	47 288,8	62 893,9
Surplus (déficit)	343,1	2 478,5	2 821,6
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Économies de 4,5 % sur la masse salariale attribuable aux économies sur postes vacants et aux écarts salariaux qui en découle lors des comblements temporaires de ces postes	343,0	2 128,6	2 471,6
Dépense pour inscription au Registre d'avis d'exécution du ministère de la Justice du Québec, conséquente au Nouveau code procédure pénale, qui se concrétisera à partir de 2020 en raison de l'implantation de nouveaux systèmes. Sans impact sur le cadre financier de la Ville puisqu'un montant équivalent est également inscrit au revenu		350,0	350,0
	343,0	2 478,6	2 821,6

Objectifs 2020

- Le Service des affaires juridiques a la volonté de continuer d'assurer à la métropole du Québec un accompagnement juridique de premier niveau.
- Ainsi, la mobilisation, le développement et le maintien de l'expertise du personnel du Service des affaires juridiques seront au cœur de nos priorités.
- Aussi, des efforts soutenus seront apportés afin de mener à terme les travaux requis à l'implantation de nouveaux outils informatiques voués à améliorer nos opérations, tant à la cour municipale, que dans les équipes de juristes.

Budget 2020

Revenus et dépenses par objets

Revenus par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2015	Réel comparatif 2016	Réel comparatif 2017	Réel comparatif 2018	Prévision comparative 2019	Budget comparatif 2019	Budget 2020
Autres services rendus	1 605,5	1 713,4	229,2	1 618,7	1 016,2	1 063,6	1 064,5
Autres revenus	161 976,0	155 330,2	163 364,5	178 199,6	166 391,3	199 661,9	207 370,0
Transferts (subvention gouvernementale) *	2 033,2	1 999,8	1 873,7	1 758,8	1 784,6	2 039,2	5 106,3
Total	165 614,7	159 043,4	165 467,4	181 577,1	169 192,1	202 764,7	213 540,8

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2015	Réel comparatif 2016	Réel comparatif 2017	Réel comparatif 2018	Prévision comparative 2019	Budget comparatif 2019	Budget 2020
Rémunération et cotisations de l'employeur	47 476,9	50 369,2	49 452,1	50 709,9	50 651,5	53 123,2	54 102,7
Transport et communication	2 914,5	1 946,3	2 508,4	2 232,6	2 553,0	2 602,3	2 582,3
Services professionnels	1 685,9	2 147,6	2 200,2	2 102,7	2 132,9	2 093,3	2 082,9
Services techniques et autres	5 696,6	5 130,5	6 425,9	6 069,0	6 769,5	7 055,8	7 075,8
Location, entretien et réparation	166,9	(151,6)	93,7	158,5	148,9	144,8	144,8
Biens non durables	356,4	404,4	360,7	428,0	484,7	486,0	486,0
Biens durables	261,0	298,3	243,6	218,2	153,3	185,1	185,1
Total	58 558,2	60 144,7	61 284,6	61 918,9	62 893,8	65 690,5	66 659,6

* Programme sur la violence conjugale

Budget 2020

Dépenses par catégories d'emplois

Dépenses par catégories d'emplois

	(en milliers de dollars)					
	Budget comparatif 2015	Budget comparatif 2016	Budget comparatif 2017	Budget comparatif 2018	Budget comparatif 2019	Budget 2020
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres de gestion	4 007,9	3 962,4	4 159,5	4 266,1	4 947,2	4 680,9
Cadres conseil	136,4	1 883,8	1 530,3	1 581,1	1 297,4	1 445,2
Sous-total — Cadres	4 144,3	5 846,2	5 689,8	5 847,2	6 244,6	6 126,1
Juges	9 286,8	9 662,9	8 545,2	8 743,8	8 824,7	9 204,1
Cols blancs	23 300,4	22 322,4	20 822,4	22 270,7	23 101,7	22 980,9
Professionnels	14 054,4	14 981,3	14 780,1	15 221,1	15 937,0	16 770,0
Gestion des postes vacants	-	-	(958,9)	(976,1)	(984,8)	(978,4)
Total	50 785,9	52 812,8	48 878,6	51 106,7	53 123,2	54 102,7

Budget 2020 Variations de l'effectif par catégories d'emplois

	Années-personnes					
	Budget comparatif 2015	Budget comparatif 2016	Budget comparatif 2017	Budget comparatif 2018	Budget comparatif 2019	Budget 2020
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres de gestion	23,0	23,0	25,0	25,0	28,0	27,0
Cadres conseil	10,0	12,0	12,0	12,0	9,0	11,0
Sous-total — Cadres	33,0	35,0	37,0	37,0	37,0	38,0
Juges	31,0	31,0	31,0	31,0	31,0	32,0
Cols blancs	319,6	310,6	298,9	305,4	312,2	319,2
Professionnels	108,0	113,5	117,0	121,0	120,0	124,0
Gestion des postes vacants	-	-	-	-	-	-
Total	491,6	490,1	483,9	494,4	500,2	513,2

Principaux écarts 2020 vs 2019 Revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2019	102 899,9	99 889,8	202 789,7
<u>Subvention avec le Ministère de la Justice quant au traitement des dossiers de violence conjugale par la Cour municipale :</u>			
Nouvelle portée territoriale de l'entente actuelle à partir de 2020		3 000,0	3 000,0
Indexation de la subvention actuelle		67,1	67,1
<u>Circulation et stationnement :</u>			
Augmentation expliquée par l'effet annualisé en 2020 de la majoration des amendes de stationnement de 49\$ à 50\$ en vigueur depuis mai 2019	1 018,7	5 661,2	6 679,9
Majoration annuelle de 2% des amendes relativement à certaines infractions commises en matière de stationnement.	1 095,2	0,1	1 095,3
Révision des prévisions de revenus (amendes et frais afférents) notamment en fonction de l'objectif de sécurité routière du SPVM et des résultats réels des derniers exercices	1 348,0	(2 809,9)	(1 461,9)
<u>Autres constats :</u>			
Révision des prévisions de revenus (amendes et frais afférents) des constats émis en vertu de Règlements municipaux et de Lois provinciales en fonction des résultats réels des derniers exercices	2 422,0	(1 051,3)	1 370,7
Variation totale	5 883,9	4 867,2	10 751,1
Budget 2020	108 783,8	104 757,0	213 540,8

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	A-P.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2019	500,2	15 948,2	49 742,3	65 690,5
Indexation et cotisations salariales		225,7	419,0	644,7
Création de 9 postes (5 analystes en droit contractuel, 2 avocats, 1 stagiaire en droit du travail et 1 agent de perception) : <ul style="list-style-type: none"> • en support aux avocats et notaires ; • de même afin de combler les besoins grandissants en accompagnement juridique et majorer la capacité du SAJ en terme d'exécution ; • ils font également suite aux recommandations du sondage sur la mobilisation auprès des employés 	9,0	1 111,0	56,6	1 167,6
Création d'un poste de juge à la Magistrature financé par la subvention additionnelle de 3 M\$ pour le traitement par la Cour municipale des dossiers de violence conjugale	1,0		276,0	276,0
Divers ajustements notamment le réaménagement entre compétences du budget des honoraires juridiques et le transfert interne de A-P.	3,0	(118,7)	320,1	201,4
Économie anticipée reliée à la gestion efficiente des postes vacants		(211,5)	(748,9)	(960,4)
Participation à l'équilibre budgétaire financée par la réduction dans le budget du temps supplémentaire		(225,1)	(135,1)	(360,2)
Variation totale	13,0	781,4	187,7	969,1
Budget 2020	513,2	16 729,6	49 930,0	66 659,6

Période de questions

Me Patrice F. Guay

Directeur des Affaires juridiques et avocat en chef de la Ville

514 872-2919

775, rue Gosford, 4e étage

Montréal (Québec) H2Y 3B9